

SYNTHÈSE DES TEXTES RÉGLEMENTAIRES POUR L'OBTENTION D'UN TITRE DE NAVIGATION pour les bateaux de plaisance à usage privé de plus de 20 m

Synthèse proposée par l'ADHF-F (février 2014)

Le texte ci-après est issu de la volonté du bureau de l'ADHF-F de **permettre à nos adhérents d'avoir une première vision la plus complète possible sur les obligations** qui nous sont désormais faites à l'occasion de la demande du titre appelé selon les cas **certificat communautaire ou certificat d'établissement flottant**.

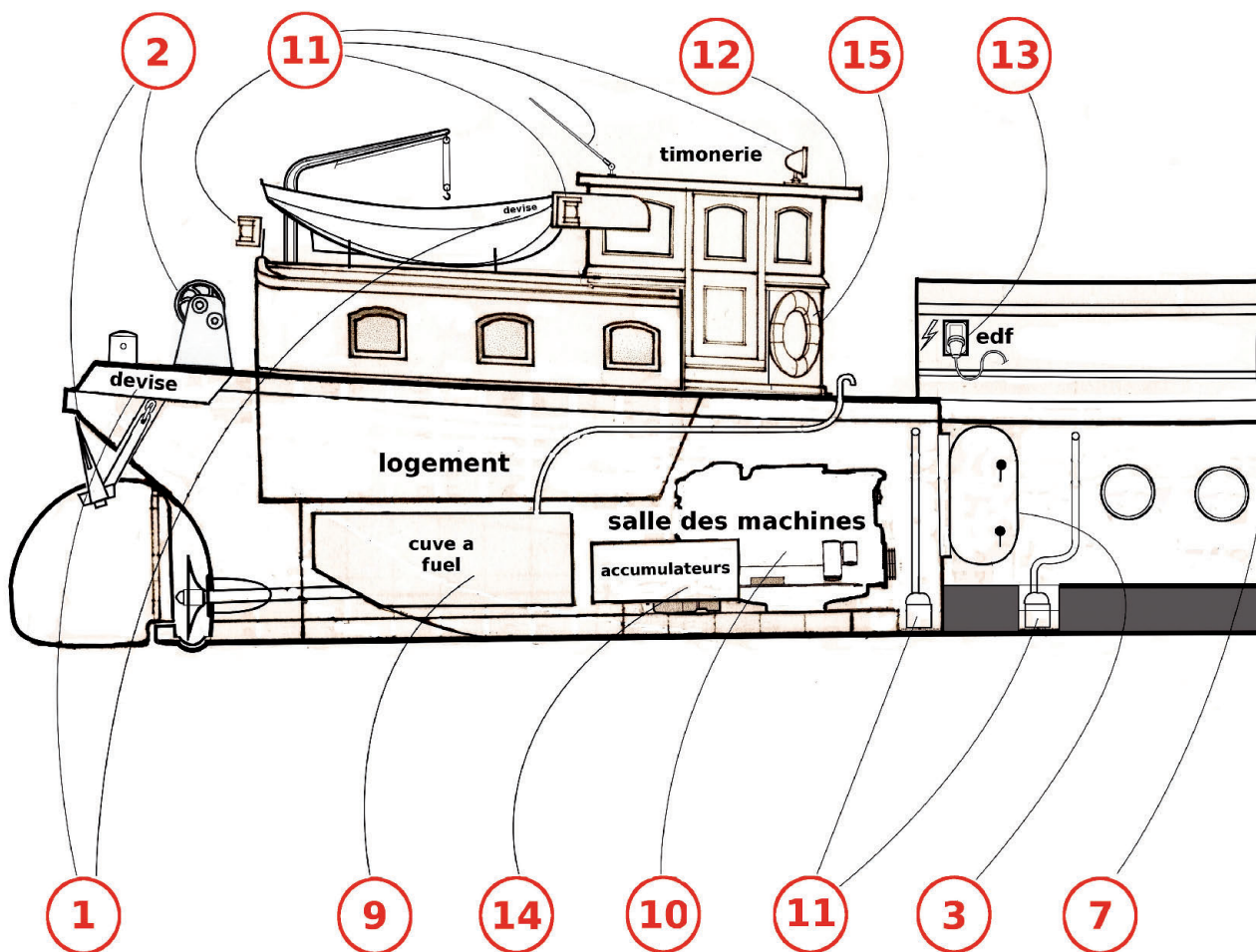
Nous avons essayé d'extraire des textes réglementaires tout ce qui concerne spécifiquement l'habitat fluvial de façon à simplifier l'approche pas toujours facile des textes administratifs.

Toutefois ce document n'est pas officiel, et si nous avons mis toute l'attention nécessaire à ce que tout ce qui s'y trouve soit juste, il est important pour tout cas particulier ou pour toute confirmation de se reporter aux textes officiels dont vous trouverez la liste ci-après.

TEXTES OFFICIELS

- Décret du 25/03/2013 instaurant les nouvelles procédures de délivrance des titres de navigation.
- Arrêté du 28/08/2007 relatif aux services instructeurs (anciennes commissions de surveillance).
- Arrêté du 21/12/2007 concernant le rôle de la commission de visite et des organismes de contrôle (experts).
- Arrêté du 19 janvier 2009 (annexe I et II) définissant les prescriptions techniques applicables aux bateaux de plaisance (l'annexe I concerne les zones 3 et 4, l'annexe II regroupe les prescriptions complémentaires pour la zone 2).
- La circulaire du 22/10/2009 qui précise les dérogations au texte ci-dessus pour cause de « Non Danger Manifeste ».
- Le Règlement Général de Police (RGP) et éventuellement les Règlements Particuliers de Police (RPP).

Ces textes sont les seuls auxquels les services instructeurs ou les organismes de contrôle peuvent se référer pour la délivrance d'un titre de bateau de plaisance de plus de 20 m sur les eaux intérieures, à l'exclusion de tout autre.



TITRES DE NAVIGATION

Validité

Tous les titres délivrés depuis août 2007 ont désormais une validité de 10 ans maximum.

Si dans cet intervalle, il y a changement de l'une des énonciations (propriétaire, immatriculation rejaugage etc.), le titre doit être mis à jour, mais sauf modifications importantes, une nouvelle visite à sec ou à flots est inutile.

Le titre est attaché au bateau, même en étant au nom du propriétaire.

La visite à flots et la visite à sec ne doivent pas obligatoirement être faites en même temps, mais pour l'obtention d'un titre de navigation, une expertise à flots de moins de 2 ans est obligatoire.

Obtention des titres

Selon leur catégorie, les deux titres délivrés à partir d'août 2007 sont désormais les suivants :

- Le certificat communautaire
- Le certificat d'établissement flottant

Définitions

- **Un établissement flottant** est une construction flottante qui n'est normalement pas destinée à naviguer (embarcadère, restaurant, construction flottante à usage privé)

- **Un bateau** à l'inverse est une construction flottante normalement destinée à naviguer

- Un bateau dont le propriétaire ne désire pas ou ne peut pas naviguer, a la possibilité d'être considéré comme un établissement flottant, et de revenir par la suite à sa première classification.

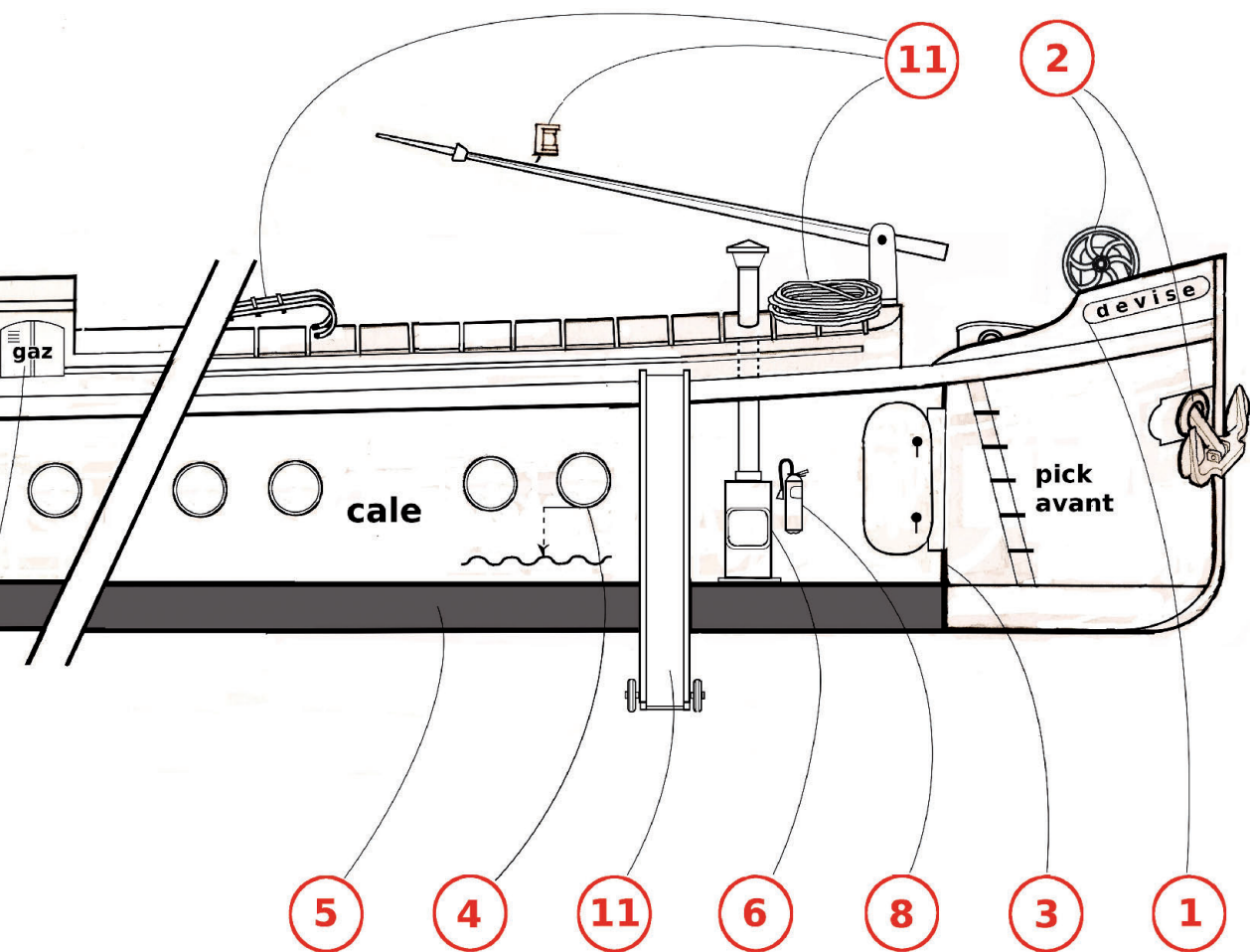
Mesure transitoire pour le certificat d'établissement flottant

La réglementation concernant le certificat d'établissement flottant n'a pas encore été transposée de la directive européenne (2006/87/CE) comme cela a été fait pour le certificat communautaire.

Dans l'attente de cette transposition, les organismes de contrôle (les experts) s'appuient soit sur le décret du 19/01/2009 annexe I, en excluant ce qui s'applique à la navigation, soit sur l'ancien règlement bateaux logements, issu du décret de 88 annexe II (circulaire du 03/08/2010).

DOCUMENTS DEVANT SE TROUVER À BORD (RGP)

- Certificat d'immatriculation
- Extrait d'inscription des droits réels
- Titre de navigation
- Le règlement général de police
- Le règlement particulier de police de la voie empruntée



SOMMAIRE

Visite à Flots

① Marques des bâtiments (RGP)	4
② Ancres, treuils et chaînes (pour les bateaux de moins de 86 m) (art 8.01)	4
③ Les cloisons (art. 2.03)	4
④ Distance de sécurité (distance des ouvertures à la flottaison) (art. 2 annexe II)	5
⑤ Dalle béton (art. 1 Annexe II)	5
⑥ Appareils de chauffage (art. 9.01 à 9.07)	5
⑦ Installations à gaz liquéfiés (art. 10.01 à 10.15)	6
⑧ Extincteurs (art. 8.03)	6
⑨ Les citernes (art.6.05)	6
⑩ Salle des machines (art. 6.01 à 6.05)	7
⑪ Cordages, gréements, sécurité, feux, pompes	8
⑫ Timonerie (art. 5.01 à 5.06)	9
⑬ Electricité, alimentation au réseau EDF (art. 7.01 à 7.10 et 7.12 à 7.21)	9
⑭ Accumulateurs et réseau basse tension (12 ou 24 V) (art.7.11 et 7.11bis)	10
⑮ Bouées et gilets de sauvetage (art. 8.04)	10
○ Essais de navigation	10

Visite à sec

Généralités ; Points importants

11

Point particulier de la stabilité du bateau

11

Zones de navigation en France

12

VISITE À FLOTS

1 Marques des bâtiments (RGP)

Devise du bateau

- Le nom ou la devise du bateau doit se trouver des deux côtés à l'avant et visible à l'arrière, sur la coque ou sur des planches ou des plaques fixées à demeure.

- L'immatriculation, le port d'attache ou le lieu d'immatriculation doivent être indiqués à l'arrière, ou sur les deux cotés du bâtiment.
- Les lettres doivent être d'au moins 20 cm pour le nom et d'au moins 15 cm pour les autres marques, de couleur claire sur foncé ou l'inverse, et en caractères latins.

Marques des menues embarcations (le bachot)

- Devise ou immatriculation de chaque côté.
- Le nom et le domicile du propriétaire à l'intérieur ou à l'extérieur.

2 Ancres, treuils et chaînes (pour les bateaux de moins de 86 m) (art 8.01)

Les ancres

- Une ou deux ancres de proue d'une masse P calculée suivant la formule $P = C \times \sqrt{\frac{L}{8B}} \times B \times T$

C est un coefficient empirique égal à 45 pour les bateaux de moins de 400 T

L la longueur du bateau

B la largeur du bateau

T le tirant d'eau moyen

Ce qui donne pour un Freycinet de 40 m avec un enfoncement moyen de 0,90 m
 $45 \times 1 \times 5.05 \times 0.90 = 204,50$ kg soit approximativement 200 kg.

Il faut donc une ancre de 200 kg ou 2 ancres de 100 kg

- Une ancre de poupe est obligatoire si le poids calculé pour l'ancre de proue est supérieur à 600Kg. (ce qui n'est pas le cas pour la quasi totalité des bateaux logements)

⚠ Pour les zones de navigation 1 et 2, les ancres en fonte sont autorisées, si elles sont au nombre de deux (deux ancres avant ou une ancre avant et une ancre arrière).

Pour les zones de navigation 3 et 4 les ancres en fonte sont autorisées et une seule suffit.

- Les ancres doivent porter leur masse en écriture saillante.

Les treuils

- Un treuil (en état de marche) est obligatoire pour les ancres supérieures à 50 kg
- Un essai de mouillage pourra être effectué par la commission de visite.

Les chaînes

- Une longueur de 40 m pour les bateaux de moins de 30 m.
- Pour un 38 m, 10m de plus que la longueur, soit approximativement 50 m.

3 Les cloisons (art 2.03)

La cloison d'abordage

- Elle doit s'élever jusqu'au pont et se situer à une distance de l'avant comprise entre 0,04 L et 0,04 L + 2 m (L : longueur du bateau).

⚠ En cas d'ouverture de la cloison d'abordage, celle-ci doit être munie d'un dispositif de fermeture étanche à l'eau et maintenue fermée en navigation.

- Dans le cas d'un aménagement de la partie amont de la cloison d'abordage, celle-ci ne doit pas être occupée en navigation, et une ouverture d'évacuation d'un diamètre minimum de 45 cm est requise.

Les cloisons de salle des machines

- Les cloisons doivent être en acier ou dans un matériau équivalent et étanche au gaz.
- Une ouverture est autorisée sous réserve d'être munie d'un dispositif de fermeture étanche à l'eau.
- Ce dispositif étanche doit être fermé en navigation.

4 Distance de sécurité (distance des ouvertures à la flottaison) (art 2.annexe II)

- La distance de sécurité doit être au moins de 30 cm en zone 3 et 4.
- Dans le cas où les ouvertures ne peuvent être étanches aux embruns et aux intempéries, cette distance est portée à 50 cm (obligation uniquement pour les zones 1 et 2)

5 Dalle béton (art. 1 Annexe II)

- Le lest béton en fond de cale n'est interdit que pour les zones 1 et 2
- Les lests coulés avant 1997 ne sont pas tenus à être déposés.

6 Appareils de chauffage (art. 9.01 à 9.07)

Poêle à fioul à vaporisation

- Un poêle à fioul peut être installé dans la salle des machines si l'alimentation en air est suffisante pour le fonctionnement simultané du poêle et des moteurs. Si nécessaire, il peut y avoir une alimentation d'air séparée.
- Si l'appareil est dans la salle des machines, il doit être fixé sur une gatte métallique de 200 mm de haut, laquelle doit être posée au moins à 100 mm au dessus du plancher.
- L'arête inférieure du brûleur doit se trouver au dessus de l'arête supérieure de la gatte.
- Les tuyaux de fumée doivent comporter un dispositif évitant l'inversion du tirage.

Appareils à pulvérisation (type chaudière)

- Aération, alimentation, allumage, coupure, sont de type standard.
- Un interrupteur doit être placé en dehors du local qui reçoit la chaudière.
- Aucune gatte n'est obligatoire.

Appareils à combustible solide

- Les appareils doivent être posés sur une tôle à rebord.
- A proximité de chaque appareil doit se trouver un moyen d'éteindre facilement les cendres.

Appareils à air pulsé

- Obligations fonctionnelles standard.
- L'air alimentant l'appareil de chauffage ne peut être aspiré dans une salle des machines.

7 Installations à gaz liquéfiés (art. 10.01 à 10.15)

- Les installations ne peuvent être alimentées qu'en gaz propane.
- Aucune partie de l'installation de gaz ne peut se trouver dans la salle des machines.
- Seuls les récipients compris entre 5 et 35 kg sont admis.
- Les postes de distribution sont installés sur le pont dans une armoire, celle ci ne peut être placée sur les bordés de pavois avant ou arrière.
- Les récipients peuvent être en charge par l'intermédiaire d'un coupleur.
- Il ne peut y avoir à bord plus de 9 récipients.
- L'armoire peut être encastrée dans les superstructures mais doit être étanche et ne s'ouvrir que vers l'extérieur.
- Le premier détendeur doit se trouver dans l'armoire et être fixé à la paroi.
- Une inscription doit se trouver sur l'armoire : "Gaz liquéfié - Défense de fumer".
- ⚠ Il n'est pas nécessaire de placer les récipients vides ou de rechange dans une armoire. Ils doivent par contre être à l'extérieur du logement ou de la timonerie, et fixés.
- Les appareils sont raccordés au réseau par l'intermédiaire de détendeurs.
- L'installation doit être exécutée en tube d'acier ou de cuivre, et comporter le plus petit nombre de raccords possible.

- Les canalisations doivent être protégées contre les chocs et les frottements, en particulier au passage des cloisons.
- L'ensemble du réseau doit pouvoir être coupé par un robinet d'arrêt aisément et rapidement accessible.
- Chaque appareil doit être monté en dérivation et être équipé d'un dispositif de fermeture individuel.
- Après chaque détendeur, doit être monté un raccord pour le contrôle. Il doit être muni d'un dispositif de fermeture tel que, lors des épreuves de pression, le détendeur ne soit pas soumis à la pression.
- Les appareils admis ne le sont que pour le propane, et équipés de thermocouple.

⚠ **En cas d'absence de thermocouple un détecteur de gaz dans la pièce de l'appareil est admis.**

- Les appareils non fixés peuvent être raccordés par des tuyaux souples d'un mètre maximum.
- Les appareils de chauffage, chauffe-eau, et réfrigérateur doivent être raccordés à un conduit de ventilation.
- L'installation d'appareils à gaz dans la timonerie est admise si les gaz ne peuvent accidentellement s'écouler vers les parties basses du bateau (passage des commandes).
- Les appareils à gaz sont admis dans les chambres à coucher s'ils possèdent leur propre arrivée d'air
- Les appareils dont la combustion dépend de l'air des locaux doivent être installés dans des locaux suffisamment grands et équipés de grilles de ventilation d'une ouverture d'au moins 150 cm², et ne pas comporter de système de fermeture.
- Les dispositifs d'évacuation des gaz brûlés doivent permettre une évacuation sûre et être exécutés dans des matériaux non combustibles.
- Les tuyaux flexibles doivent être changés dès que leur état l'exige.
- Tous les appareils à gaz doivent restés branchés.

- L'installation doit être réceptionnée par un spécialiste certifié.
- L'installation doit être éprouvée:
Épreuve de résistance à la pression (voir détail).
Épreuve d'étanchéité (voir détail).
- La durée de validité de l'attestation est de 3 ans au plus.

8 Extincteurs (art. 8.03)

- Un extincteur conforme à la norme EN3 :1996 doit être disponible dans chacun des endroits suivants :

- Dans la timonerie.
- Près de chaque accès du pont au logement.
- À chaque entrée de salle des machines.
- Au minimum 2 extincteurs doivent se trouver à bord.

- Les extincteurs à poudre ou autre doivent avoir une masse de remplissage de 6 kg minimum.
- Ceux-ci doivent convenir pour les catégories de feu A,B et C ainsi que pour l'extinction des feux d'installation électrique jusqu'à 1000 volts
- La masse de remplissage maximale de ces extincteurs est de 1 kg pour un volume de 15 m³.
- Les extincteurs doivent être contrôlés tous les deux ans et posséder une attestation de contrôle datée et signée.
- Si les extincteurs sont dissimulés à la vue, un panneau "Extincteur" de 10 cm de côté et conforme à la norme 2006/87/CE, doit être apposé à proximité.

- Le choix de la poudre, de l'eau, ou de la mousse, doit convenir au risque le plus à craindre dans le local où l'extincteur est prévu.
- Les extincteurs à CO2 ne peuvent être utilisés que pour les incendies de cuisine et sur les installations électriques.

9 Les citernes (art.6.05)

- Les citernes à combustible doivent être réalisées en acier ou dans un matériau non combustible, faire partie de la coque ou être solidement fixées à celle ci.
- Ceci ne s'applique pas aux réservoirs des moteurs auxiliaires ou des réservoirs dont la capacité est inférieure à 12 l.
- Les citernes de combustible ne peuvent avoir de cloison commune avec des citernes à eau potable.
- Citernes et tuyauteries doivent être réalisées de sorte que ni vapeur ni combustible ne puissent se répandre dans le bateau.

⚠ **Les vannes servant au prélèvement du combustible ou à l'évacuation de l'eau doivent être sans danger pour l'utilisateur (donc pas de nécessité de vanne poussoir).**

- Les citernes à combustible ne peuvent se trouver en avant de la cloison d'abordage.
- Les citernes et leur robinetterie ne peuvent se trouver au dessus des moteurs ou des tuyaux d'échappement.
- Les orifices de remplissage doivent être marqués et situés sur le pont (à l'exception des nourrices journalières)

⚠ Pas d'obligation de raccord normalisé pour le remplissage.

- Les citernes doivent être munies d'un évent aboutissant à l'air libre au dessus du pont et disposé de telle façon qu'aucune entrée d'eau ne soit possible.

⚠ Le diamètre de l'évent ne doit pas nécessairement être 1,25 fois supérieur au diamètre de remplissage, (sauf dans le cas d'un remplissage sous pression).

- Lorsque les citernes sont reliées entre elles la section du tuyau doit être de 1,25 fois le diamètre du tuyau de remplissage.
- Les citernes doivent être pourvues d'un dispositif de jaugeage approprié.
- Les tubes de contrôle de niveau doivent être protégés des chocs et munis d'un dispositif de fermeture automatique (vanne poussoir) à leur partie inférieure et raccordés à leur partie supérieure aux citernes au dessus du niveau de remplissage maximum.

• Les tuyauteries de distribution du combustible doivent être pourvues à la sortie des citernes d'un dispositif de fermeture rapide, manoeuvrable depuis le pont. Dans le cas où le dispositif est dissimulé à la vue, la paroi qui le recouvre ne doit pas pouvoir être fermée à clef (aussi bien pour la chaudière que pour le moteur).

- Ce dispositif doit être de couleur rouge.
- S'il est dissimulé à la vue, il doit être signalé par un symbole normalisé de 10 cm de côté minimum.

⚠ Aucun dispositif anti débordement n'est obligatoire.

⚠ Aucun dispositif d'alarme de manque de combustible n'est obligatoire.

10 Salle des machines (art. 6.01 à 6.05)

- L'entretien et la maintenance des machines doivent pouvoir être assurés aisément et sans danger.
- Le moteur ne doit pas être arrêté automatiquement sauf en cas de surrégime.
- Les prises d'eau et les décharges doivent être réalisées de façon à ce que toute entrée d'eau non intentionnelle dans le bateau soit impossible (présence de vannes).
- Les ouvertures en bordé de salle des machines ne sont autorisées que si elles sont munies de dispositif étanche de fermeture et si la distance de sécurité par rapport à la flottaison est d'au moins 100 mm.
- Les portes étanches d'accès à la salle des machines doivent être fermées en navigation (portes étanches de cloison de salle des machines).
- Les gaz d'échappement doivent être conduits en totalité hors du bateau.
- Les tuyaux d'échappement doivent être disposés et protégés de manière qu'ils ne puissent causer d'incendie.
- Ils doivent être isolés ou refroidis. A l'extérieur une protection contre le toucher suffit
- Les tuyaux qui traversent des logements ou la timonerie doivent être doublés d'un manchon de protection étanche au gaz. L'espace entre le tuyau d'échappement et ce manchon doit être en communication avec l'air libre.
- Les réservoirs sous pression ainsi que leurs accessoires doivent être munis de dispositifs de sécurité et satisfaire à la réglementation d'un état membre de la communauté.
- Le fond de cale de salle des machines est considéré comme réservoir des eaux huileuses provenant de l'exploitation.
- Si une pompe de cale est à poste dans la salle des machines, le levier de la vanne de sortie correspondant doit être plombé.
- Le nombre et la position des vannes doivent être mentionnés au certificat.
- L'accès à la salle des machines se fait par une échelle métallique ou de bois, fixe.
- Aucune obligation d'accès double (sauf jauge du Rhin).
- Dans les locaux où des gaz explosibles peuvent s'accumuler (accumulateur), ne sont admis que les matériels électriques protégés contre l'explosion (anti-déflagration).

11 Cordages, gréements, sécurité, feux, pompes

Cordages (art. 8.02)

- Les bateaux doivent être équipés d'au moins trois câbles d'amarrage.
- Ces câbles peuvent être remplacés par des cordages.

⚠ *Il n'est pas nécessaire d'avoir à bord une attestation de charge minimale de rupture.*

- Premier cordage : L+ 20 m soit 60 m pour un Freycinet
- Deuxième cordage : 2/3 du premier soit 40 m
- Troisième cordage : 1/3 du premier soit 20 m

Les feux (RGP, art. 5.05 et art. 8.02)

- Feux obligatoires :
 - Un feu de mat ou feu de proue blanc, présentant un arc de 225° et se trouvant dans l'axe du bateau à une hauteur minimum de 4m.
 - Deux feux de côtés, un rouge clair à bâbord et un vert clair à tribord, présentant un arc de 112,30°, se trouvant à une même hauteur et sur un même axe perpendiculaire, au moins à un mètre sous le feu de mat, et à 1m arrière.
 - Un feu de poupe blanc, présentant un arc de 135° et se trouvant dans l'axe du bateau.
 - Un feu de stationnement blanc visible de tous les côtés, placé du côté du chenal, à une hauteur minimum de 3m.
 - Des feux de secours indépendants du réseau de bord.
- Les feux doivent être alimentés, commandés et protégés séparément à partir du tableau.
- Le tableau de commande des feux doit être installé dans la timonerie.
- Le dispositif de contrôle doit permettre de déceler la panne d'un seul feu quelconque.
- Des lampes témoins doivent être montées dans la timonerie pour le contrôle des feux de signalisation.

⚠ *à moins que ce contrôle ne soit directement visible depuis la timonerie.*

Les pompes (art.6.06)

- Chaque compartiment doit être asséché séparément. Toutefois cela ne s'applique pas aux compartiments fermés hermétiquement pendant la marche. Donc pas d'obligation de pompe dans les compartiments étanches.
- Pas d'obligation de détecteur ni d'alarme de présence d'eau.
- Les bateaux pour lesquels un équipage est prescrit doivent être équipés de deux pompes d'assèchement indépendantes non situées dans un même local et dont une au moins est entraînée par un moteur. Toutefois pour les bateaux d'une puissance inférieure à 225 KW (soit 300 CV) ou d'un déplacement inférieur à 250 m³ (c'est le cas de la plus part des bateaux logements), une pompe à main ou à moteur suffit.
- Seules les pompes auto-amorçantes sont admises.

Gréements de sécurité (RGP, RPP, art. 8.02 et art.4 annexe II)

- Une passerelle d'embarquement de 40 cm de large et de 4 m de long, dont les parties latérales sont signalées de bandes claires, et munie d'une rambarde.
- Un bachot avec rames ou aviron, une amarre et une écope. Le bachot doit pouvoir être mis à l'eau par une seule personne.
- Une bâche de sauvetage.
- Une hache d'abordage.
- Une échelle de coupée fixe ou mobile pour les bordés supérieurs à 1m50..
- Appareils nécessaires pour les signaux sonores et lumineux (feu clignotant blanc).
- Un drapeau rouge.
- Un drapeau rouge et blanc.
- Un drapeau ou panneau bleu
- Une gaffe

Autres gréements (art. 8.02 et art. 1 annexe II)

- Une VHF (obligatoire pour les bateaux de plaisance de plus de 24 m).

Pour les VHF d'une puissance inférieure ou égale à 6W, une licence ou un certificat restreint de radiotéléphonie n'est pas obligatoire.
- Une paire de jumelle minimum 7x50
- Une pancarte relative au sauvetage et à la réanimation des noyers.
- Une trousse de secours.
- Une motopompe (pour les zones 1 et 2).
- Au moins deux défenses flottantes (pas de pneu).

12 Timonerie (art. 5.01 à 5.06)

⚠ *Le niveau sonore ne doit pas dépasser 70 dB. Il est toutefois accepté qu'il soit supérieur à condition de permettre une bonne audition des alarmes sonores.*

- Une vue suffisamment dégagée doit être assurée dans toutes les directions depuis le poste de gouverne.

⚠ *Le champ de visibilité doit être de 240° dans toutes les directions et de 140° sans obstacles dans le demi cercle dirigé vers l'avant. Il est accepté que ce manque d'obstacles tienne compte du déplacement de l'homme de barre.*

- La zone de non visibilité ne doit pas excéder 250 m en considérant que la hauteur moyenne des yeux de l'homme de barre se situent à 1m65 au dessus du pont.

⚠ *L'inclinaison des fenêtres ou les verres anti reflets ne sont pas obligatoires si les reflets ne sont pas gênants pour l'homme de barre.*

⚠ *L'obligation des verres de sécurité n'est pas demandée si l'homme de barre est assuré en cas de bris.*

⚠ *L'éclairage des cadrans est obligatoire sauf si le bateau a été conçu ainsi initialement.*

- Les dispositifs de contrôle prescrits par le constructeur du moteur doivent être lisibles dans la timonerie.

13 Electricité, alimentation au réseau EDF (art. 7.01 à 7.10 et 7.12 à 7.21)

⚠ *Les documents comprenant les plans généraux de l'installation sont obligatoires à bord, sauf si l'installation a été approuvée par un organisme de contrôle.*

- La coque doit pouvoir être mise à la terre lorsque la tension dépasse 50 V.
- La mise à la masse de l'installation est nécessaire pour des tensions supérieures à 50 V.
- Un dispositif de commutation du branchement (groupe/réseau/onduleur) doit empêcher le fonctionnement en parallèle du réseau de terre avec les génératrices.
- Le branchement doit être protégé contre les surcharges et les courts circuits.
- Les tableaux doivent être placés dans un endroit accessible, ventilé, protégé contre l'eau et les dégâts mécaniques.
- Le tableau doit indiquer si le branchement est sous tension.
- Au branchement un panneau doit indiquer :
 - a) Les mesures à prendre pour effectuer le branchement.
 - b) La nature du courant, la tension nominale et la fréquence pour le courant alternatif.
- Des plaques indicatrices doivent être apposées sur les tableaux avec indication du circuit.

- Le tableau principal sera équipé d'un disjoncteur général permettant la mise hors tension de toute l'installation et d'un disjoncteur différentiel de 30 mA pour les tensions supérieures à 50 V.

- Pour les tensions supérieures à 50 V des caillebotis en tapis isolant doivent être placés devant le tableau.

- Lorsque l'intensité est supérieure à 16 A, les prises de courant doivent être verrouillées par un interrupteur de manière à ce que le retrait de la fiche ne soit possible qu'hors tension (prise de pont d'alimentation au réseau EDF, et prises intérieures si nécessaire).

Les câbles

- Dans les logements, les câbles doivent être protégés, difficilement inflammables, auto-extinguibles (normes CEI 60332-1 : 1993, CEI 60332-3 : 2000 et les prescriptions équivalentes d'un des états membre). Partout ailleurs ils doivent être, de plus, résistants à l'eau et à l'huile.
- La section des conducteurs doit tenir compte des intensités maximales ainsi que des chutes de tension en ligne admissibles.
- Les câbles doivent être protégés et fixés de manière à ce que les tractions éventuelles restent dans les limites admises.
- L'installation des câbles et des connexions (les prises) doivent en permanence garantir une protection contre le toucher les dégâts mécaniques et l'eau.

14 Accumulateurs et réseau basse tension (12 ou 24 V) (art.7.11 et 7.11bis)

- Les accumulateurs doivent être fixés de façon à ne pas pouvoir se déplacer.
- Ils ne doivent être exposés, ni à une chaleur excessive, ni aux froids extrêmes, ni aux embruns, ni à la vapeur.
- Un coupe batterie bipolaire doit permettre d'isoler toute l'installation.
- Les accumulateurs nécessitant une puissance de charge supérieure à 2 KW (soit 80A en 24 V) doivent être installés dans un local spécial.
- S'ils sont sur le pont, on peut les disposer dans une armoire.
- Les accumulateurs nécessitant une puissance de charge égale ou inférieure à 2 KW peuvent être installés soit :
 - Sous le pont.
 - Dans une armoire.
 - Dans un coffre.
 - Dans la salle des machines ou autre endroit bien aéré.
- Ils doivent être protégés contre la chute d'objets et les projections de gouttes d'eau.
- Les surfaces intérieures des contenants d'accumulateurs doivent être protégées contre la corrosion due à l'électrolyte.
- Mention obligatoire défense de fumer sur les bacs.
- Une aération n'est nécessaire que dans le cas où les accumulateurs sont installés dans un endroit fermé (compartiment, armoire ou coffre).
- Pour les accumulateurs nécessitant une puissance de charge supérieure à 2 KW pour les cadmium-nickel et 3 KW pour les accumulateurs au plomb, une ventilation forcée est requise (voir détail descriptif).
- Dans les locaux contenant des accumulateurs pouvant dégager des gaz explosibles, ne sont admis que les matériels électriques protégés contre l'explosion (anti-déflagration).
- Les circuits des génératrices doivent comporter des appareils de mesure et de surveillance.
- A bord des bâtiments munis d'une installation électrique, l'alimentation doit provenir de deux sources d'énergie au minimum, de sorte qu'en cas de défaillance d'une source d'énergie, la source d'énergie restante soit à même d'alimenter pendant 30mn au minimum les appareils nécessaires à la navigation.

Les câbles

- Leur nature et leur installation doivent être conformes aux prescriptions du chapitre 13.

15 Bouées et gilets de sauvetage (art. 8.04)

- 3 bouées de sauvetage conformes à la norme européenne EN14144 :2002.
 - Elles doivent être prêtes à l'emploi et fixées sur le pont sans être attachées au support.
 - Au moins une des trois bouées doit se trouver près de la timonerie et être équipée d'une lumière s'allumant automatiquement et ne s'éteignant pas dans l'eau.
- Pour les personnes se trouvant généralement à bord (l'équipage), un gilet autogonflant aux normes EN ISO 12402-4 :2006, est obligatoire. Pour les enfants des gilets de sauvetage rigides conformes aux normes susmentionnées sont admis.
- Un gilet de sauvetage rigide sera disponible par personne supplémentaire embarquée.
- Pas de restriction sur le nombre de personnes embarquées.

Essais de navigation (art. 3.01 à 3.09)

- Des essais de navigation peuvent être demandés, mais ils ne peuvent être effectués que dans des sections de voies d'eau désignées par les autorités compétentes, répondant à certains critères (art. 3.01 à 3.09)

► Généralités

Pour la visite à sec, l'organisme de contrôle (l'expert) est seul responsable de l'avis qu'il donne sur l'état du bateau et de ses structures, et pour lequel il s'engage personnellement sur le rapport qu'il fournit.

Il doit néanmoins respecter un certain nombre de critères, qui sont plus des données moyennes, comme les épaisseurs de tôle par exemple, ou le nombre de points de sondage qui par ailleurs n'est pas précisé dans le texte.

Il est donc important d'être présent lors de l'expertise afin de comprendre et de vérifier la méthodologie de celle-ci.

► Points importants

- Vous devez faire vérifier l'appareil de mesure sur une tôle dont l'épaisseur est connue.
- Les épaisseurs de tôles relevées devront être reportées sur un plan.
- Si aucun nombre de points de sondage n'est précisé, il est communément admis qu'il est nécessaire à minima de faire 2 points par virure.

Les doublantes sont autorisées.

- Les épaisseurs minimum de tôle pour un 38 m sont (voir circulaire du 22/10/2009) :
- Pour le fond : 3,9 mm
- Pour le bordé (enfoncement de 1 m) : 3 mm
- Pour la cornière ou la genouillère (virure de bouchain) : 4,9 mm

Pour les bateaux logements, la commission de visite ne se déplace pas pour les expertises à sec

► Point particulier de la stabilité du bateau

Les bateaux qui n'ont pas subi de transformation de hauteur depuis leur construction d'origine sont réputés stables

Pour les bateaux sur lesquels ont été ajoutées des superstructures fermées de moins de 25 % de la longueur du bateau, et d'une hauteur inférieure à 2m20 même si la partie supérieure est accessible normalement aux personnes, seule une attestation sur l'honneur du propriétaire pour certifier la stabilité suffit.

Pour des superstructures aux dimensions supérieures, une note de calcul faite par un organisme de contrôle est obligatoire.

ZONES DE NAVIGATION EN FRANCE

► Zone 1

N'existe pas en France

► Zone 2

- La Gironde du Pk 48.50 à la mer
- La Loire du Pk 25 à la mer
- La Seine de l'origine du canal de Tancarville à la mer
- La Vilaine du barrage d'Arzal à la mer
- Le lac Léman.

► Zone 3

- L'Adour du Bec du Gave à la mer ;
- L'Aulne de l'écluse de Châteaulin à la mer ;
- Le Blavet de Pontivy au pont du Bonhomme ;
- Le canal de Calais ;
- La Charente du pont à Tonnay-Charente à la mer
- La Dordogne de la confluence avec la Lidoire au Bec d'Ambès ;
- La Garonne du pont de Castet-en-Dorthe au Bec d'Ambès ;
- La Gironde du Bec d'Ambès au Pk 48.50
- L'Hérault du port de Bessans à la mer
- L'Isle de la confluence avec la Dronne à la confluence avec la Dordogne ;
- La Loire de la confluence avec le Maine à Cordemais (Pk 25) ;
- La Marne du pont de Bonneuil (Pk 169 bis.900) à la confluence avec la Seine ;
- La Nive du barrage d'Haïtze à Ustaritz à la confluence avec l'Adour ;
- L'Oise de l'écluse de Janville à la confluence avec la Seine ;
- L'Orb de Sérignan à la mer,
- Le Rhône de la frontière avec la Suisse à la mer, à l'exclusion du petit Rhône ;
- La Saône du pont de Bourgogne à Chalon-sur-Saône à la confluence avec le Rhône ;
- La Seine de l'écluse de Nogent-sur-Seine à l'origine du canal de Tancarville ;
- La Sèvre niortaise de l'écluse de Marans à la mer
- La Somme de l'aval du pont de la Portelette à Abbeville à Saint-Valéry-sur-Somme ;
- La Vilaine de Redon (Pk 89.345) au barrage d'Arzal ;

► Zone 4

Les autres eaux intérieures



FÉDÉRATION DES
ASSOCIATIONS DE DÉFENSE DE L'HABITAT FLUVIAL
FÉVRIER 2014

www.adhf-f.org
adhf-f@orange.fr